

NOTE

CONTRIBUTION A L'HISTORIQUE DU PARTAGE DE LA PROVINCE BELGE (en 1959)

Albert Gillet

En présentant les « note » du P. Delacroix sur ce sujet, les RICERCHE STORICHE SALESIANE (dec. 1983) souhaitent d'autres 'congrue collaborazioni'.

Je crois pouvoir répondre pour ma part à ce souhait. J'ai fait mon noviciat en 1919-1920 et je puis dire que, périodiquement, la « question » des langues a émergé, et particulièrement dans les maisons de formation.

L'exposé suivant a en vue de planter quelques jalons dans le développement d'une situation qui n'a cessé d'évoluer dans le pays et dans la 'Province' belge.

Une tension croissante

Les salésiens ont cru longtemps qu'ils pourraient échapper à cette tension; il était admis que toute politique était exclue; d'autre part notre « esprit de famille », le fait que la plupart des salésiens d'origine flamande avaient dans les débuts de la Province une culture française, empêchait d'envisager une quelconque séparation.

C'était ignorer une évolution historique, qui très tôt apparut comme telle aux esprits clairvoyants.

Il faut remonter assez loin en arrière pour comprendre cette évolution. Au 18^e siècle déjà la prédominance de la langue française dans la région flamande était très marquée. Le français était à cette époque une langue européenne, celle des cours princières, de la diplomatie et de la culture. La bourgeoisie ne pouvait que suivre ce qui était une mode. Le Discours sur l'Universalité de la langue française, de Rivarol (1784) est connu et classique. La bourgeoisie flamande n'échappait pas à cet usage du français, et moins encore l'aristocratie. L'enseignement dans les collèges (élèves de 12 à 18 ans) était en français dans tout le pays et le resta jusqu'à la loi de 1932; d'autre part les collèges demandaient une gratification mensuelle, seuls les fréquentaient ceux qui pouvaient payer.

Quant au peuple, il usait de patois plus ou moins proches du flamand correct, celui que l'on parlait dans certains milieux et que l'on trouvait dans les livres.

Au cours du 19^e siècle, la prédominance du français fut présentée en « Flandres » comme une domination et même comme une oppression, et cela sous l'impulsion de cercles intellectuels. Le « mouvement » flamand naissait, et se développait à mesure des revendications nouvelles dans le domaine de la politique; il éclata au lendemain de la guerre 1914-18 et se concrétisa dans la loi de 1932 qui décrétait l'unilinguisme des régions wallonne et flamande et le bilinguisme de Bruxelles.

Actuellement (1984) toutes les questions pendantes sont loin d'être résolues dans une Belgique unitaire « régionalisée ».

Les congrégations religieuses subirent plus ou moins les contrecoups des tensions politico-linguistiques. Les Jésuites furent les premiers à créer deux Provinces: une du Nord (flamande) et l'autre du Sud (de langue française), ce que, d'ailleurs, le grand nombre de leurs membres justifiait.

Ce n'est qu'un quart de siècle plus tard que les salésiens belges devaient donner naissance à trois Provinces: deux en Belgique (Nord et Sud) et une d'Afrique centrale.

Quelques mots au sujet de cette dernière. Les salésiens étaient répandus au Katanga (Zaïre), au Rwanda et au Burundi; dès l'origine de la Mission (1911) ils furent de nationalités diverses et, quoique la majorité d'entre eux étaient belges cette majorité s'amenuisa de plus en plus et la Province d'Afrique centrale, toujours reliée à la Belgique par des liens étroits, est devenue « internationale ». La langue officielle y est le français.

Deux Provinces belges

Ces deux Provinces mirent pas mal de temps à naître. Cela se passa à peu près comme dans le cas de frères qui, à la suite d'un héritage, vivent dans l'indivision et ne se résignent au partage des biens que contraints et forcés par les circonstances.

Bien des motifs expliquent cette lenteur. La charité fraternelle engageait à la compréhension mutuelle; la connaissance généralisée de la langue du voisin devait sauver l'unité et l'idée seule de la « séparation » heurtait de front les 'anciens'; une Province du sud (francophone) n'était pas viable étant donné le petit nombre de vocations et la charge de maisons importantes. En somme, la séparation c'était l'aventure.

Mais comme le dit le dicton populaire: mariage (en l'occurrence la Belgique unitaire) demande ménage (le 'chacun chez soi'). Des l'instant où s'affirmait l'originalité de la région flamande, et que d'autre part, les francophones étaient portés à maintenir bien haut la culture française, il devenait manifeste que les oppositions s'affirmeraient de plus en plus. En fait, le « vivre ensemble » dans les communautés allait donner lieu à des heurts sur le plan des mentalités, des intérêts et de la culture.

Les tensions apparurent dès le lendemain de la guerre 1914-18 et cela à la maison de Grand-Bigard. Après la paranthèse de la guerre, cette maison retrouvait sa destination première de scolasticat de théologie avec une douzaine d'étudiants; de plus le noviciat y était transféré de Hechtel et compta à la rentrée 9 novices. Dans le pays, à cette époque (nous sommes en 1919-20) on parlait beaucoup des revendications flamandes nées de la guerre (par exemple les soldats flamands commandés en français alors qu'ils étaient 8 flamands sur 10). Il y avait aussi la promesse de la flamandisation de l'Université de Gand.

Au scolasticat, les théologiens n'étaient pas sourds à ce qui se disait et se passait. Et pour prévenir toute discussion au moins à table le directeur avait, très habilement, réparti les places en alternance linguistique. L'atmosphère n'était pas encore à l'opposition mais de menus faits annonciateurs ne manquaient pas. En voici un: à l'occasion de l'ordination sacerdotale d'un diacre flamand, il y eut un toast donné par un confrère qui lui souhaita un apostolat fécond auprès de la jeunesse ... flamande. La chose fut relevée par un convive invité, qui souhaita au nouveau prêtre un coeur assez large ouvert à tous les jeunes! Autre trait. Le cardinal Mercier (gloire nationale à ce moment) avait pu lire sur les murs du séminaire une inscription qui s'en prenait au « fransquillon » qu'il était. L'auteur était inconnu. Le cardinal déclara publiquement que son intention était de ne pas l'ordonner prêtre s'il se présentait à l'ordination perdu parmi les autres diacres. D'où grandes discussions entre théologiens: cette intention était-elle valide puisque la « matière » était indéterminée? Ce qui était remarquable dans ces discussions c'était non la diversité des opinions mais le parti-pris en faveur du cardinal ou contre lui.

Il serait facile d'avancer d'autres « anecdotes » de ce genre; elles montreraient toutes la naissance et le développement de deux mentalités au lendemain de la guerre 1914-18.

Vint le moment où arrivèrent au noviciat des aspirants flamands maîtrisant de moins en moins la langue française. Ils venaient de la maison d'Hechtel (devenue disponible après le départ du noviciat) que le P. Virion, provincial, avait destinée à devenir école d'horticulture. Ce qu'elle fut pendant quelques années à partir de 1919. Mais le directeur, le P. Deckers, envisagea bien vite d'ouvrir une section pour candidats au sacerdoce, un 'juvénat' comme on disait alors. Il le fit de son propre chef, comme il me l'a confié et, entreprenant comme il l'était, il n'eut pas de peine à recruter des élèves dans cette province du Limbourg peuplée à l'époque de ruraux en majorité, presque tous de tradition chrétienne et de familles nombreuses. La langue de base de l'enseignement dans cette section était naturellement le flamand mais, dans les premières années, on fit une large place au français jusqu'à la loi de 1932 qui imposa radicalement le néerlandais dans l'enseignement en région flamande.

1929. Une date et un tournant

Cette date est celle de l'installation à Farnières du scolasticat de philosophie (le noviciat restant à Grand-Bigard) suivi bientôt de celui de théologie. Après des années de flottement la province belge retrouvait l'organisation des études qui avait été si bien établie avant 1914. Il devait y avoir encore quelques avatars dans cette organisation nouvelle, mais ceci n'importe pas directement à l'évolution « linguistique » de la province belge. Cette évolution allait se poursuivre malgré les efforts à contre-courant des autorités (conseil provincial et même centrales (Turin)).

La réalité de deux cultures et l'opposition de deux mentalités se manifestèrent de plus en plus chez les jeunes confrères, c'est-à-dire ceux qui devaient un jour ou l'autre se rencontrer dans les maisons de formation.

En généralisant beaucoup on peut dire que du côté flamand apparaissait une assurance, une affirmation nette de leur culture, en même temps que l'apparition d'une mentalité « nordique » marquée par le triomphalisme allemand de l'entre-deux guerres. Qu'il suffise de citer Nuremberg.

A l'appui de la réalité de ce « glissement » de la mentalité flamande voici une « anecdote » (parmi bien d'autres) assez significative. En 1934 les habitants de la Sarre eurent à choisir par un referendum — en vertu du Traité de Versailles de 1919 — entre leur appartenance à la France ou à l'Allemagne. A la maison de Farnières le résultat fut annoncé au déjeuner du matin. Il fut accueilli par des applaudissements et des cris de joie par les Flamands. Réflexion d'un des « supérieurs »: Ils ne savent pas ce qui les attend!

Par ailleurs, aux jeunes confrères de langue française on prêchait le bilinguisme ou au moins une étude sérieuse de ce que bientôt on allait appeler le 'néerlandais'. Certains s'y mirent; d'autres, qui mettaient bien haut la culture française, rechignèrent. En fait, des deux côtés de ce qu'il faut bien appeler la frontière, il y eut de plus en plus d'éléments bredouillant la langue du voisin.

Des mesures furent prises en vue d'éviter au maximum le durcissement de cette frontière ou même dans l'espoir d'en empêcher la formation. Tous bilingues! c'était le rêve. Au noviciat il y eut des récréations alternativement en français et en flamand. Au scolasticat il y eut, pour les exercices de piété, la semaine dans une langue et la suivant dans l'autre. Ce n'était pas précisément la bonne manière d'apprendre la langue . . . usuelle!

Le « vivre ensemble » se prolongea ainsi durant des années. En 1938 le Conseil provincial demanda à l'abbé Cerfont, alors directeur de la maison de Farnières, de faire un rapport sur la situation linguistique de sa maison. Ce fut le constat d'un échec. La guerre de 1940 était à la porte et l'on en resta là.

On en resta là . . . jusqu'au moment où sautèrent aux yeux des situa-

tion issues de ce qui était en germe depuis longtemps et que 5 années de guerre n'avaient fait qu'exacerber.

Les responsables de la Province se virent amenés à doubler les maisons de formation, à commencer par le noviciat.

Faute d'un projet à long terme ce fut une entreprise laborieuse avec, souvent, un relent d'improvisation. L'histoire du noviciat francophone frise le récit d'aventures; le départ des Flamands quittant Farnières pour GrandBigard pour y faire leur philosophie fut pour beaucoup d'entre eux un crève-cœur. Et, enfin, l'ouverture d'un scolasticat de théologie à Héverlé pour les francophones en 1956 rappelle les temps qu'on disait « héroïques » dans les débuts de la Congrégation, en raison des audaces frisant l'inconscience. C'étaient les « temps d'après-guerre » disait-on aussi, bien que celle-ci était terminée depuis plus de dix ans.

La maison de Woluwe-Saint Pierre: une situation créée artificiellement

L'institut St Georges de W.S.P. est né au lendemain de la guerre 14-18, grâce à un reliquat de l'aide américaine. Il remplaçait l'Institut Philippe Néri d'Ixelles que des tiraillements avec l'autorité ecclésiastique locale avaient amené à abandonner. Cet Institut était pourtant florissant; à preuve, le fait que 2 futurs provinciaux, les PP. Coenraets et Picron, et moi-même, y avons trouvé notre vocation salésienne. Autre fait: l'Association des A.E. très active est devenue le noyau de l'Association de W.S.P. et l'est restée pendant plus de 30 ans! Première pierre en 23, ouverture en 25, cette Maison bâtie en bordure de la ville, connut un développement rapide avec le handicap cependant de sa dénomination d'« Orphelinat ».

Située au cœur du pays elle devint la résidence du Provincial en lieu et place de Liège. Elle comportait 2 sections: une école professionnelle et les humanités anciennes destinées en priorité aux vocations sacerdotales. Les élèves étaient internes ou externes. La langue usuelle était le français.

En 50, 25^e anniversaire, l'Orphelinat St Georges est devenu l'Institut Don Bosco. L'école professionnelle est devenue progressivement bilingue et cela à partir de 43. Pourquoi cette introduction de l'enseignement en flamand? L'explication naturelle est que pour les Flamands Bruxelles est bilingue. Donc...

Ne possédant pas de statistiques; j'ai pu constater, devenu conseiller, le gonflement artificiel de l'internat en élèves flamands recrutés dans le Limbourg ou dans le Brabant flamand, très peu à Bruxelles, et j'ai regretté l'« amaigrissement » de la section d'humanités dont le recrutement ne fut en rien aidé mais plutôt entravé. La population scolaire de l'Institut entraînait ainsi dans un déséquilibre linguistique artificiel. Le P. Moermans, devenu directeur en 1951, fit pour la première fois dans l'histoire de la maison le 'mot du soir' en flamand.

La construction de la « Centrale Don Bosco » (c'est-à-dire résidence du

provincial et de ses services de propagande) ajouta son poids à la flamandisation de l'Institut.

A situation équivoque: problème mal posé

1958. Année de l'exposition Internationale de Bruxelles. Il y eut à cette occasion un Congrès Général des Coopérateurs Salésiens et un autre des Compagnies.

En passant, je signale que la langue officielle du Congrès des Coopérateurs a été l'italien, avec traduction simultanée en français et en flamand: situation dont le ridicule sauta aux yeux de tout le monde.

En préparation à ces Congrès, le P. Picron, provincial, avait réuni les directeurs, et les responsables des Coopérateurs et des Compagnies. Profitant de l'occasion, et en marge de l'objet de la réunion, il posa la question: « Etes-vous partisans de la division de la Province ou non? » Quelques mains se levèrent pour le non et toutes les autres pour le oui. Nous sommes en février 1958 et la surprise du P. Picron fut grande.

Depuis avril 1956 la division de la Province avait été pratiquement décidée au Conseil Provincial mais c'était la première fois que le problème éclatait au grand jour. Mais pendant 2 ans les esprits s'étaient échauffés et la tension s'était accrue.

La tension s'était accrue, non parce que la division en 2 provinces faisait problème, mais parce qu'il y avait un noyau dur dans le « partage des biens»: la Maison de W.S.P., que les Flamands voulaient s'adjuger sans oser le dire clairement encore, et que les francophones « premiers occupants » ne voulaient abandonner à aucun prix.

Comme je l'ai dit plus haut, les manoeuvres ont débuté en 1943 en flamandisant l'Ecole Professionnelle. Ces manoeuvres vont s'accroissant de 1956 à 1958 et il est facile d'en voir le déroulement dans les P.V. du Conseil Provincial, (cf. l'article du P. Delacroix dans « Ricerche », p. 393 et sq).

Le 20 avril 1956 il y a une réunion des directeurs et le P.V. de cette réunion signale que Don Fedrigotti conseille l'ouverture de 2 maisons à Bruxelles; ou plutôt, il exprima cet avis au cours du Conseil Provincial qui suivit presque immédiatement.

Pour répondre, du moins en apparence, à l'avis de Don Fedrigotti, des recherches sont faites à Bruxelles en vue de découvrir un endroit convenable pour y bâtir une maison flamande.

Le P.V. du 26 avril du Conseil Provincial rend compte de cette recherche. Les endroits signalés dans ce P.V. montrent manifestement qu'on n'avait pas l'intention d'aboutir. Il suffit de jeter un coup d'oeil sur un plan de Bruxelles pour constater qu'au Nord, c'est-à-dire en région flamande, il ne manquait pas d'emplacements convenables, puisque depuis lors, on y a construit la V.U.B. (Université flamande), l'Hôpital Militaire et des casernes. D'ail-

leurs la phrase que voici: «... on visitait, mais on ne concluait pas » du P. Delacroix, p. 393, en dit assez long.

Le moment n'était pas encore venu de conclure et le Conseil Provincial s'intéressa plusieurs mois à l'ouverture d'un scolasticat de théologie francophone.

Soudain, come éclate un orage, resurgit la question de Woluwé-SaintPierre.

« Un jour, écrit le P. Delacroix, p. 397, sans avoir prévenu personne, le P. Provincial invita les membres du Conseil ... à se prononcer par vote secret sur l'appartenance de la future Maison de W.S.P. ».

Le P.V. qui rend compte de cette réunion est daté du 6-2-57, donc 10 mois se sont passés qui ont laissé tout le temps aux manoeuvres d'aboutir. Ce P.V. décide que « le Conseil est favorable au transfert de la Maison de Woluwé à la Province flamande ». Proposition votée à l'unanimité.

Le sort en est jeté: W.S. Pierre sera flamand. Le vote du conseil a été unanime (2 flamands, 3 francophones).

Les commentaires du P. Delacroix que l'on peut lire à la page 398 des « Ricerche » font apparaître clairement que c'est sous la *pression de l'opinion flamande* que la décision a été prise.

Un principe fondamental et que l'on retrouve dans toutes les fondations faites par Don Bosco, et une vue objective de la situation, auraient dû faire éviter un faux pas dont les suites durent toujours.

Où était le vrai problème? Quand on pose la question d'une fondation, on se demande à qui et à quoi elle est destinée. Or les élèves de la Maison de W.S.P. étaient pour la plupart de langue française; ceux de la langue flamande venaient presque tous de la province, et ceux qui étaient internes venaient même en grande partie du lointain Limbourg. De plus, la population environnante et les bienfaiteurs étaient, dans leur grande majorité, de langue française.

En déclarant la Maison de W.S.P. flamande l'on ne se préoccupait pas en premier lieu de répondre à l'attente de la population locale, mais d'abord de satisfaire les Salésiens. C'était renverser le principe fondamental qui demande de répondre à une situation donnée. On peut dire que la volonté de flamandiser W.S.P. fut une volonté politique.

Les *suites immédiates* furent un embrouillamini incroyable au point de vue financier et l'on fit des comptes d'apothicaire pour respecter une apparente équité, (cf. p. 401 de Ricerche)

En fait, on obligea les francophones à vider des lieux qu'ils occupaient depuis 35 ans, et la Belgique-Sud, à acheter un terrain, à construire . . . grâce à quelques subventions promises par Belgique-Nord et surtout à des emprunts.

Quant aux Flamands, ils conservaient une Maison en pleine expansion

et ... le fichier des bienfaiteurs, presque tous de langue française. C'est encore cette Maison qui diffuse le plus grand nombre de Bulletins Salésiens français.

La *solution étant boiteuse*, il s'en est suivi et il s'en suit encore, que la Maison de W.S.P. est dans une impasse:

1) Elle est actuellement formée de deux écoles étrangères l'une à l'autre par décision ministérielle.

2) La population scolaire francophone est nettement supérieure par le nombre des élèves, tandis que l'école flamande, comme depuis toujours, se soutient grâce aux internes.

Enfin, la Province du Nord manque cruellement de confrères parlant français pour les relations extérieures de la Maison.

Conclusion

La conclusion sera double: la première part d'une constatation: l'Institut que les Salésiens francophones, écartés de W.S.P. ont ouvert à Woluwé-SaintLambert, à 20 minutes de distance, s'est développé contre vents et marées et de plus exerce une activité débordante grâce au Centre Don Bosco. C'est le moment de rappeler que les « considérants » mis en avant pour soustraire la Maison de W.S.P. aux francophones étaient leur manque de moyens et de personnel.

Conclusion générale: « les choses étant ce qu'elles sont » il faut en prendre son parti et même regarder vers l'avenir dans l'espoir que la bonne entente contribuera à dissiper les nuages, et comme l'écrit Charles Condamine, secrétaire général de Frères des hommes: « Il faut que les diverses composantes de la société trouvent le moyen de se rencontrer ».

A. GILLET SDB

Avril 1985